



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'Animation des Politiques Publiques
Interministérielles et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement**

**Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2024, 6121
du 11 MARS 2024**

**portant mise en demeure de la société LAFARGE GRANULATS
exploitant une carrière de roche calcaire
sur le territoire de la commune de LÉZINNES**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-0569 du 28 décembre 2006 autorisant la société COMPAGNIE DES SABLIERES DE LA SEINE à exploiter une carrière de roche calcaire et une installation de traitement sur le territoire de la commune de Lézinnes ;

VU la déclaration de cessation d'activité de la carrière de roche calcaire et de l'installation de traitement situées sur le territoire de la commune de Lézinnes, réalisée le 30 juin 2021 par la société LAFARGE GRANULATS ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 janvier 2024, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 5 février 2024 à l'exploitant en application de l'article L.171-7 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que les articles 1.76, 10.2.1, 10.2.2 et 10.2.3 l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCDD-2006-0569 du 28 décembre 2006 susvisé disposent :

« Article 1.76 : En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Au moins 6 mois avant la date de l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage) ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1. l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;
2. La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;
3. l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement.

[...]

Article 10.2.1 : La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- talutage des fronts à au plus 45° par apport de stériles ;
- régalaage de 0,2 m de terres végétales sur les remblais.

[...]

Article 10.2.2 : La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site ;
- régalaage au fur et à mesure de 0,50 m de stériles sur l'ensemble du carreau ;
- scarification des zones remblayées afin d'ameublir les sols ;
- régalaage de 0,20 m de terres végétales sur l'ensemble du carreau ;
- reconstitution du chemin rural de Vireaux.

[...]

Article 10.2.3 : Les aménagements suivants doivent être mis en place :

- enlèvement de la signalisation réglementaire relative à l'activité d'exploitation de la carrière ;
- reboisement des zones exploitées suivant le plan annexé, au fur et à mesure, à raison de 1 400 plants par hectare avec les essences suivantes : chêne sessile, pédonculé et pubescent, charme, érable champêtre, cornouiller mâle et sanguin, alisier blanc et torminal, troène ;
- aménagements de zones prairiales sur la partie est et sur une parcelle située partie ouest de l'emprise de la carrière, suivant le plan annexé avec un ensemencement d'espèces supportant bien les sols secs (brome dressé, pâturin des prés, fétuque ovine, fétuque rouge, avoine élevée...) ;
- les stations de limodore à feuilles avortées et de cytise couchés existantes dans l'emprise de la carrière doivent être conservées.

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme au plan annexé au présent arrêté (annexe 2) » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 11 octobre 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions susmentionnées :

- les équipements tels que le pont-bascule, les bureaux, le local social, l'aire étanche, le déshuileur, la fosse septique et le transformateur sont encore présents sur le site, en violation de l'article 1.76 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 susvisé ;
- seulement une partie des fronts de taille ont été talutés par apport de stériles. Les remblais n'ont pas été régalaés par 0,2 m de terres végétales, en violation de l'article 10.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 susvisé ;

- le régalage de 0,5 m de stériles et de 0,2 m de terres végétales sur l'ensemble du carreau n'a pas été réalisé, seuls 6 ha en partie sud ont été remis en état et le chemin de Vireaux n'a pas été reconstitué, en violation de l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 susvisé ;
- le reboisement a été réalisé uniquement sur 6 ha au cours de l'hiver 2021-2022, en partie sud du site. Les zones prairiales en partie est et sur une parcelle en partie ouest n'ont pas été aménagées, en violation de l'article 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 susvisé ;

CONSIDÉRANT que la remise en état nécessite la mise en place de 0,5 m de stériles et 0,2 m de terres végétales sur l'ensemble du carreau, ainsi que le talutage des fronts par apport de stériles ;

CONSIDÉRANT que le manque de matériaux disponibles sur site ne permet pas une telle remise en état ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'était engagé, lors de sa déclaration de cessation d'activité du 30 juin 2021, à déposer un « porter à connaissance » proposant une modification des conditions de remise en état ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas déposé de « porter à connaissance » ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société LAFARGE GRANULATS de respecter les prescriptions des articles 1.7.6, 10.2.1, 10.2.2 et 10.2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2006 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE

Article 1 – Objet de la mise en demeure

La société LAFARGE GRANULATS, exploitant une carrière de roche calcaire sur le territoire de la commune de LÉZINNES, est mise en demeure :

- **dans un délai de 2 mois**, de respecter les dispositions prévues à l'article 1.7.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° PREF-DCDD-2006-0569 du 28 décembre 2006 en évacuant les équipements encore présents sur site : le pont-bascule, les bureaux, le local social, l'aire étanche, le déshuileur, la fosse septique et le transformateur ;
- **dans un délai de 3 mois**, de déposer « porter à connaissance » de modification des conditions de remise en état du site, comprenant notamment l'ensemble des dispositions prévues pour le réaménagement du site, les délais associés à la remise en état proposée ainsi que les avis des propriétaires concernés et de la commune.

Les délais courent à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Publicité

Le présent arrêté est notifié à la société LAFARGE GRANULATS.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre de la Transition écologique d'un recours hiérarchique. L'absence de réponse sous un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

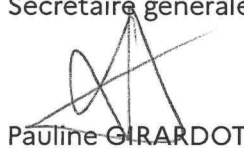
Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, dont une copie sera adressée à :

- Madame le Maire de Lézennes,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL,
- Madame la Directrice départementale des territoires de l'Yonne,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **1.1 MARS 2024**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Pauline GIRARDOT